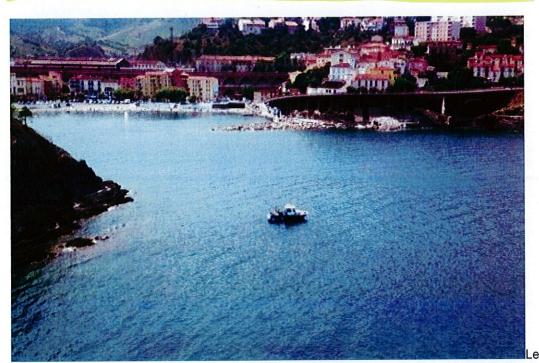
Une nouvelle taxe mouillage dans la réserve marine de Cerbère-Banyuls

L'INDEPENDANT Le 12 mars à 08h32 par Frédérique Michalak | Mis à jour il y a 7 heures



plaisanciers pourraient payer une nouvelle taxe pour mouiller dans la réserve marine des P.-O.

Le député UMP des Pyrénées-Orientales Fernand Siré ne veut pas de la nouvelle "taxe mouillage" présentée dans le projet de loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) de réforme territoriale. Une mesure qui "si elle venait à être adoptée aurait de graves conséquences sur l'attractivité et l'économie de nos façades littorales", selon l'élu catalan.

"De 100 à 300 euros par jour" pour les bateaux

Car l'article 18 A de ce projet de loi prévoit une redevance de mouillage "pour tout navire, mouillant sur ancre ou tout dispositif équivalent (...) pendant une quelconque période du 1^{er} juin au 30 septembre en métropole, toute l'année dans les eaux ultra-marines". Et selon les calculs du député, la nouvelle taxe "pourrait représenter jusqu'à 100 euros par mouillage et par jour pour un petit bateau à moteur de 5 mètres et jusqu'à 300 euros pour un voilier de 15 mètres". Fernand Siré peste aussi parce que deux pays voisins pourraient devenir bien plus attractifs pour les plaisanciers européens ; "L'Italie, qui avait appliqué une telle mesure, est revenue dessus devant le recul de son attractivité et l'Espagne vient de prendre des mesures particulièrement avantageuses pour attirer les plaisanciers". Le député catalan réclame ainsi "qu'une concertation soit engagée avec tous les acteurs concernés, élus et professionnels de la filière nautique".

• La réserve marine "Cerbère-Banyuls" taxée ?

Des sous-amendements au projet de loi viennent par ailleurs d'être adoptés par l'Assemblée nationale, et ils concernent très précisément les Pyrénées-Orientales. "Cela instaure une redevance exclusivement dans l'aire marine protégée du parc marin de Bonifacio qui est gérée par la collectivité territoriale de Corse, et dans celle de Cerbère-Banyuls qui l'est par le département des Pyrénées-Orientales", détaille Siré qui précise que cette mesure aurait été demandée par "les élus de l'Assemblée de Corse".

Et l'élu de faire remarquer : "Cette redevance n'en serait pas une en tant que telle puisque elle ne répondrait pas à un service rendu directement à l'usager, il s'agirait alors d'une taxe. Or, si elle ne concerne qu'une partie du territoire, elle ne répond plus au principe d'égalité fiscale".

Fernand Siré assure qu'il continuera à s'opposer à cette mesure lors de la poursuite des travaux à l'Assemblée.

D'autres oppositions, locales, pourraient rapidement naître.